

Profil pays 2024 – Guinée

Partie 1. Informations générales

1. Informations sur le pays

	Nom complet du pays	REPUBLIQUE DE GUINEE
	Capitale du pays	CONAKRY
	Langue(s) officielle(s)	FRANÇAIS
	Ports Principaux	PORT AUTONOME DE CONAKRY PORT DE KAMSAR PORT DE MORIBAYAH PORT DE KATOUGOUAMA PORT DE DAPILON
	Littoral (km)	350 KM

2. Points de contact

Point focal GI WACAF

Nom	CAMARA Lama You
Ministère/ Département / Agence	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
Poste occupé	Directeur Général
Adresse	Centre National de Protection du Milieu Marin et des Zones Côtières
Téléphone	+224 622 63 78 90
Mobile	+224661 09 51 04
Courriel	lamayou2007@gmail.com

Point focal OMI

Nom	FOFANA Yalany
Ministère/ Département / Agence	MINISTÈRE DES TRANSPORTS
Poste occupé	Chef de Section Environnement maritime et Pollution
Adresse	Direction Nationale de la Marine Marchande
Téléphone	+224623 57 26 17
Mobile	+224623 57 26 17
Courriel	fofanayalany@gmail.com

Délégués nationaux participant à l'élaboration de ce document

Nom	Fonction	Organisation	Pays	Email	Numéro de téléphone
CAMARA Lama You	DIRECTEUR GENERAL	Centre National de Protection du Milieu Marin et des Zones Côtierères / Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	GUINEE	lamayou2007@gmail.com	+224622 63 78 90
FOFANA Yalany	Chef de Section Environnement maritime et Pollution	Direction Nationale de la Marine Marchande/ Ministère des Transports	GUINEE	fofanayalany@gmail.com	+224623 57 26 17
SOUMAH ISMAEL	Chargé d'Etude à la Section Environnement maritime et Pollution	Direction Nationale de la Marine Marchande/Ministère des Transports	GUINEE	Ismalsoumah@gmail.com	+224624213245

3. Industries

Industries présentes dans le pays	
Quels partenaires industriels du secteur Oil & Gas sont présents et opèrent dans votre pays ?	Total Energie, Shell, Vivo Energies, STAR, TMI, AFRIKIA, KAMSAR PETROLIUM, BNT GAZ, YALIGAZ, GAZSOGEDI, PROGAZGUI SARL, MOUSSMA GROUP, SONIT ENERGIE, FAP GAZ S.A, AFRI-ASIA, GAZ GUINEE S.A, GUINEE GAZ SAU
Cooperation avec industries	

Existe-t-il un groupe de travail/une plateforme qui regroupe le gouvernement et les industriels sur les questions liées à la préparation à la lutte ? Si oui quel est son nom ?	non
Y a-t-il une mise en commun des ressources humaines et matérielles lors des exercices et/ou formations entre industrie et gouvernement ?	oui
Merci de préciser tout autre aspect pertinent de coopération entre industrie et gouvernement	Participation aux exercices de simulation à travers la fourniture des équipements de lutte sous la coordination de la Préfecture maritime

Partie 2. Mise à jour du Profil Pays et identification du niveau de préparation et des actions prioritaires

I. Cadre institutionnel et légal

1. Désignation de l'/des autorité(s) responsables(s)

Autorités nationales compétentes chargées de la préparation et de la lutte en cas de déversement d'hydrocarbures	
<i>Préparation et Lutte en mer</i>	
Institution	PRIMATURE
Ministère/Département/Agence	MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE
Point de contact en charge des questions de lutte en mer	Lama You CAMARA, Directeur Général

Mis à jour en Octobre 2024

Adresse	Centre National de protection du Milieu Marin et des Zones Côtieres
Téléphone	Tel +224622 63 78 90
Mobile	Tel +224661 09 51 04
Courriel	lamayou2007@gmail.com
Ministère/Département/Agence	MINISTÈRE DES TANSPORTS
Point de contact en charge des questions de lutte en mer	FOFANA Yalany, Chef Section Environnement maritime et Pollution
Adresse	Direction Nationale de la Marine Marchande
Téléphone	+224623 57 26 17
Courriel	fofanayalany@gmail.com
Ministère/Département/Agence	MINISTÈRE DE LA DEFENSE
Point de contact en charge des questions de lutte en mer	Oumar Fatoumata DIALLO, Expert en environnement
Adresse	Préfecture Maritime
Téléphone	Tel +224621 47 37 27
Mobile	Tel +224621 47 37 27
Courriel	oumarfadiallo@yahoo.fr
<i>Lutte en milieu littoral</i>	
Ministère/Département/Agence	MINISTÈRE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE
Point de contact en charge de la lutte en milieu littoral	Col Abdrouhame Kaba, Directeur Régional de Conakry
Adresse	Direction Nationale de la Protection Civile
Téléphone	+224622 40 38 01
Mobile	+224622 40 38 01

Courriel	kabasapeur78@gmail.com
Institution	PRIMATURE
Ministère/Département/Agence	MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE
Point de contact en charge des questions de lutte en mer	Lama You CAMARA, Directeur Général
Adresse	Centre National de protection du Milieu Marin et des Zones Côtières
Téléphone	Tel +224622 63 78 90
Mobile	Tel +224661 09 51 04
Courriel	lamayou2007@gmail.com
Ministère/Département/Agence	MINISTÈRE DES TANSPORTS
Point de contact en charge des questions de lutte en mer	FOFANA Yalany, Chef Section Environnement maritime et Pollution
Adresse	Direction Nationale de la Marine Marchande
Téléphone	+224623 57 26 17
Courriel	fofanayalany@gmail.com
Ministère/Département/Agence	MINISTÈRE DE LA DEFENSE
Point de contact en charge des questions de lutte en mer	Oumar Fatoumata DIALLO, Expert en environnement
Adresse	Préfecture Maritime
Téléphone	Tel +224621 47 37 27
Mobile	Tel +224621 47 37 27
Courriel	oumarfadiallo@yahoo.fr
Ministère/Département/Agence	MINISTÈRE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE
Point de contact en charge de la lutte en milieu littoral	Col Abdrouhame Kaba, Directeur Régional de Conakry

Adresse	Direction Nationale de la Protection Civile
Téléphone	+224622 40 38 01
Mobile	+224622 40 38 01
Courriel	kabasapeur78@gmail.com
<i>Autorité(s) en charge de la mise en œuvre des conventions de l'OMI</i>	
Ministère/Département/Agence	MINISTERE DES TANSPORTS
Point de contact	FOFANA Yalany, Chef Section Environnement maritime et Pollution
Adresse	Direction Nationale de la Marine Marchande
Téléphone	+224623 57 26 17
Mobile	+224623 57 26 17
Courriel	fofanayalany@gmail.com

2. Ratification des conventions internationales et législation nationale

Ratification des conventions internationales de l'OMI (relatives à la prévention, la préparation et à la lutte en cas de déversement d'hydrocarbures et au régime de responsabilité civile et d'indemnisation) et transposition dans la législation nationale				
État d'avancement de la ratification	Législation portant application de la Convention en droit national	État d'avancement de l'application	Observations / actions concrètes à prendre	
Prévention				

Mis à jour en Octobre 2024

MARPOL 73-78	Oui	oui	60/100	Renforcements des capacités
Préparation et lutte				
OPRC 90	Oui	oui	50/100	Renforcements des capacités
Protocole OPRC-HNS	Nécessaire à prendre	Non	Non	Motivé l'autorité à prendre les dispositions nécessaires
Responsabilité et indemnisation				
CLC 69	Oui	oui	50 100	Renforcements des capacités
CLC 92	Oui	oui	50 100	Renforcements des capacités
Fonds de 92	Oui	oui		Renforcements des capacités
Fonds suppl. (2003)	En cours	non	non	Ratifier et mise en oeuvre
Hydrocarbures de soute (Bunker 2001)	En cours	non	non	Ratifier et mise en oeuvre
LLMC 76	En cours	non	non	Ratifier et mise en oeuvre
LLMC 96	En cours	non	non	Ratifier et mise en œuvre
HNS 2010	En cours	non	non	Ratifier et mise en œuvre

Législation nationale			
Politiques maritimes et cadre réglementaire	Existe-t-il des politiques ou stratégies maritimes ? Quel organisme en est responsable ?	Ministère des Transports (Direction Nationale de la Marine Marchande), Ministère de l'environnement (Centre National de Protection du Milieu Marin et des Zones Côtierres)	
Ratification des conventions de l'OMI	Quels sont les principaux challenges/obstacles rencontrés lors du processus de ratification	Lenteur administrative dans la prise de décision	Absence de coordination
		Absence de compétences juridiques	Manque de compétences Juridique
		Absence de compétences techniques	Manque de compétences Techniques
		Absence de ressources financières	Manque de Ressources
Application des conventions de l'OMI	Quelle est la procédure d'application en droit national des conventions de l'OMI relatives à la sécurité, à la pollution des mers et à la responsabilité et à l'indemnisation ?	Le Code Maritime, le Code de L'Environnement et Code Pétrolier Arrêtés d'application et Manuels de procédure	

Application de : <ul style="list-style-type: none">Convention de 1992 portant création du FondsProtocole portant création du Fonds supplémentaire	La loi d'application identifie-t-elle l'autorité nationale en charge de la soumission des rapports sur les hydrocarbures ?	Ministère des Transports / Direction de la Marine Marchande
---	--	---

II. Plan national d'intervention d'urgence

1. Elaboration du plan national d'intervention d'urgence (PNIU)

Le document	
Nom du PNIU	POLMAR-G
Statut du PNIU	Plan National D'intervention D'urgence
Acte administratif d'approbation initial - Numéro et date	Mise en place d'un comité interministériel restreint de réflexion sur l'élaboration du PNIU
Date de dernière mise à jour approuvée	
Comité / Groupe de travail en charge de la question	Comité Inter Ministériel
Testé ? Date et commentaires principaux	

Quelle est la procédure de mise à jour du PNIU ? Le PNIU mis à jour doit-il être officialisé par un acte administratif (ex : décret, arrêté...) pour être applicable ?	Arrêté de la Primature
---	------------------------

2. Coordination, procédures de notification et organisation de la lutte

Organisation de la lutte	
Est-ce qu'une approche reprenant les concepts du Système de Gestion de Crise (<i>Incident Management System – IMS</i> en anglais) est utilisée dans le PNIU ?	Prévu
Est-ce que chaque rôle défini est associé à une personne/fonction ?	Prévu
Les coordonnées des personnes identifiées sont-elles rassemblées dans une annexe ?	Prévu
Est-ce que le PNIU prend en compte les différents niveaux de préparation (Tiers 1, 2, 3) ?	Prévu
Organigramme :	

Procédures de notification et de rapport	
Les procédures d'alerte, de notification et de suivi (rapports, etc.) sont bien identifiées, incluant un formulaire ainsi qu'une liste de contacts à jour ?	Prévu
Est-ce que le PNIU peut être activé en cas de déversement d'hydrocarbures par une source autre qu'un navire (ex : plateforme offshore, pipeline, etc.) ?	Prévu
Coordination avec les plans locaux et de l'industrie	
Les plans locaux (port, terminaux, etc.) sont-ils référencés et intégrés dans le PNIU ?	Prévu
Les plans d'intervention d'urgence des installations de l'industrie pétrolière sont-ils référencés et intégrés dans le PNIU ?	Prévu
Implication des communautés locales	
L'implication des communautés locales en cas de déversement d'hydrocarbures et lors d'exercices est-elle prévue ?	Prévu
Suivi et archivage ; indemnisation	
Y-a-t-il un système de suivi opérations et d'archivage des documents afin de conserver les preuves ?	Prévu
Indemnisation et procédures de demande d'indemnisation définies et intégrées ?	Prévu

3. Composants du Plan national d'intervention d'urgence

Politique d'utilisation des dispersants		
Statut de la politique sur l'utilisation des dispersants	Prévu	
L'utilisation des dispersants est considéré comme (première/deuxième/dernière option/pas une option).	Prévu	
Indiquer le nom de l'acte administratif régissant la politique d'utilisation de dispersants.	Prévu	
Existe-t-il une liste de dispersants approuvés ? Si oui est-elle publique ?	Prévu	
Existe-t-il une procédure d'approbation ? Si oui quelle autorité en est responsable ?	Prévu	
Cette même autorité est-elle responsable de l'autorisation d'utilisation des dispersants en situation d'urgence?	Prévu	
Est-ce que la politique sur l'utilisation de dispersants est prise en compte dans le PNIU ?	Prévu	
Quelles sont les limites géographique et bathymétrique pour l'utilisation des dispersants ?	Prévu	
Existe-t-il des stocks de dispersants ?	Prévu	
Emplacement des sites de stockage		
Nom	Propriétaire	Volume

Cartographie de sensibilités et évaluation des risques	
<i>Cartes de sensibilité</i>	
Statut des cartes de sensibilité	En court
Groupe de travail / Comité en charge	Comite inter Ministériel
Est-ce que les cartes de sensibilité sont prises en compte dans le PNIU?	Prévu
Date de validation et de dernière mise à jour	
Est-ce que la carte couvre l'intégralité du littoral ?	Prévu
Les cartes de sensibilité sont-elles accessibles au public ?	Prévu
Sur quel support les cartes de sensibilité sont elles disponibles ? Papier ou électronique ?	Prévu Électronique et papier
<i>Evaluation des risques</i>	
Le plan inclut-il des modèles de dérive ?	Prévu
Est-ce que le PNIU prend en compte la surveillance aérienne en cas d'incident (radar, satellite, aéronef, hélicoptère, etc.) ?	Prévu
Le plan inclut-il un inventaire des risques et des scénarii de déversements ?	Prévu
La méthode d'analyse des avantages environnementaux nets (NEBA) est-elle inscrite dans le PNIU ?	Prévu

Plan d'évaluation et de réponse en milieu littoral	
Statut du plan de réponse en milieu littoral	Prévu
Quelle est l'autorité en charge de la réponse en milieu littoral ?	Prévu
Date de validation et de dernière mise à jour	Prévu
Est-ce que le plan de réponse en milieu littoral fait partie du PNIU ?	Prévu
Est-ce que le plan de réponse en milieu littoral intègre la stratégie d'évaluation et de nettoyage du littoral (<i>Shoreline Cleanup and Assessment Technique (SCAT)</i> en anglais) ?	Prévu
Est-ce que les bénévoles peuvent prendre part à la réponse en milieu littoral ? Si oui, un plan de gestion des bénévoles est-il prévu en cas de déversement d'hydrocarbure ?	Prévu
Plan de gestion des déchets souillés par les hydrocarbures	
Statut du plan de gestion des déchets	Prévu
Groupe de travail / Comité en charge	Prévu
Date de validation et de dernière mise à jour	Prévu
Est-ce que le plan de gestion des déchets fait partie du PNIU ?	Prévu
Le plan de gestion des déchets prend-t-il en compte le transport, le stockage temporaire et l'élimination finale des déchets ?	Prévu
Les déchets souillés sont-ils considérés comme des déchets dangereux dans la législation nationale ?	Prévu

Quels sont les lois et règlements qui régissent la gestion des déchets au niveau national ?	Prévu
Plan d'intervention pour la sauvegarde de la faune souillée	
Statut du plan d'intervention pour la sauvegarde de la faune souillée	Prévu
Groupe de travail / Comité en charge	Prévu
Date de validation et de dernière mise à jour	Prévu
Est-ce que le plan d'intervention pour la sauvegarde de la faunesouillée fait partie du PNIU?	Prévu
Existe-t-il des organismes nationaux travaillant sur la question ? Si oui, lesquels ?	Prévu
Existe-t-il des accords de coopération avec des structures spécialisées à l'international ?	Prévu
Politique de brûlage <i>in-situ</i>	
Statut de la politique de brûlage <i>in-situ</i>	Prévu
Groupe de travail / Comité en charge	Prévu
Date de validation et de dernière mise à jour	Prévu
Est-ce que la politique de brûlage <i>in situ</i> fait partie du PNIU?	Prévu
Quelle est la procédure d'autorisation en cas d'incident ?	Prévu
Autres éléments techniques	
Est-ce que le PNIU couvre la préparation et la lutte en cas de déversements de substances nocives et potentiellement dangereuses (SNPD) ?	

III. Equipement de lutte, formations/exercices et coopération internationale

1. Coopération transfrontalière et assistance internationale

Accords régionaux	
Quels sont les mécanismes de coopération de lutte au niveau bilatéral et/ou sous régional qui sont intégrés dans le PNIU ?	OMI, ABIDJAN CONVENTION
Est-ce que des exercices transfrontaliers sont organisés régulièrement ? Si oui, selon quelle fréquence ?	Oui
Indiquez la date du dernier exercice transfrontalier	2023
Circulation transfrontalière d'expertise et d'équipement	
Existe-t-il des procédures douanières et d'immigration spécifiques pour faciliter l'importation de matériel et/ou d'expertise ?	Oui
Si oui, quelle est la procédure à suivre ?	Formalités Douanières
Mécanismes d'assistance	
Est-ce que votre pays est engagé dans une coopération avec des projets/institutions visant à améliorer la capacité de préparation à la lutte et lutte ? Si oui, lesquels ?	OMI, Convention D'Abidjan , Banque Mondiale

Y-a-t-il une assistance mutuelle entre le gouvernement et l'industrie prévoyant des échanges de matériel de lutte ?	Oui
Des mécanismes de mobilisation et d'accès à l'assistance internationale publique comme privé sont-ils en place ?	Oui

2. Formations et exercices

Formation du personnel	
<i>Formations</i>	
Est-ce que le pays organise des formations internes du personnel à tous les niveaux (répondant aux besoins du pays et basé sur les standards internationaux) ?	Ateliers Nationaux
<i>Exercices</i>	
Est-ce que le pays organise des exercices nationaux (impliquant les acteurs locaux et le secteur privé) au moins une fois par an ?	Oui, par la Préfecture Maritime
Éducation	
Une coopération avec les universités pour former les futurs experts dans les domaines de la gestion environnementale et de la gestion des risques industriels et environnementaux est-elle en place ou envisagée ?	Non

3. Equipement et ressources nationales

Equipement de lutte	
Le gouvernement :	Le secteur privé :
Centre de stockage et maintenance du matériel de lutte : Port Autonome de Conakry (PAC)	Société Générale de Pétrole magasin appointements , Albayrak
Acquisition du matériel de lutte par le gouvernement en phase de planification (Prévu)	Non
Inventaires du matériel de lutte public et privé (annexé au PNIU) (Prévu)	Non
Procédure de mise à disposition temporaire du matériel de lutte positionné par l'industrie en cas d'incident (Prévu)	Non
Centre de crise (salles de communication et de réunion) (Prévu)	Non
Centre de ressources, de formation et de documentation pour la préparation à la lutte et pour la gestion de la lutte contre les pollutions par hydrocarbures (Prevu)	Non
Capacités d'intervention	
Est-ce que la capacité nationale de lutte contre les déversements est suffisante pour mettre en œuvre les opérations d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures TIER 1¹?	Non

¹ La définition des tiers 1, 2, 3 varie en fonction des pays.

Est-ce que la capacité nationale de lutte contre les déversements est suffisante pour mettre en œuvre les opérations d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures TIER 2 ?	Non
Est-ce que la capacité nationale de lutte contre les déversements est suffisante pour mettre en œuvre les opérations d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures TIER 3 ?	Non

4. Communication

Communication avec les médias et le public	
Des procédures standardisées de communication avec les médias lors d'exercices et de crises réelles sont-elles en place ?	Prévues
Un programme de formation aux meilleures pratiques et stratégies à utiliser lors de leurs communications avec les médias est-il en place pour les décideurs et les parties impliquées dans la lutte ?	Prévu

